

# COMITE D'ACTION POUR LE RESPECT DE L'ETAT DE DROIT

## Conférence de Mr Jean-Yves LE GALLOU

Le 28 octobre 2015 à 18h30 à la Maison des Associations de Troyes

Présidée par Jean-Louis CHATON, Président du CARED,  
devant plus de 160 participants

*Jean-Yves LE GALLOU est Président du site Polémia et chroniqueur sur TV Libertés. Il vient pour la deuxième fois tenir une conférence à Troyes, dont le thème est cette fois particulièrement d'actualité : **Face à l'invasion migratoire, quelles solutions ?***



« La question posée est directe et nous évite des développements inutiles : quelles solutions apporter face au chaos migratoire ? Au préalable, il faut déjà être convaincu que l'immigration n'est pas une chance pour la France.... ». Jean-Yves LE GALLOU ne pratique assurément pas la langue de bois.

Tout d'abord, le conférencier explique qu'il commence par **se réapproprier le vocabulaire**, et sortir de la « novlangue » imposée : certains mots sont interdits, d'autres sont subversifs, et tout cela a pour fonction d'empêcher de penser et de conduire à une solution implicite. Et de prendre l'exemple de quelques mots qui nous sont imposés aujourd'hui : « migrants » et « réfugiés ». Doit-on les appeler migrants, réfugiés, ou...clandestins ? Ces mots portent en eux-mêmes la solution : on *accueille* des migrants et des réfugiés, mais on *renvoie* des clandestins...On trouve par exemple aujourd'hui de nombreux articles de presse sur les « migrants » accueillis à Triel-sur-Seine par le sous-Préfet : il s'agit en fait de clandestins soudanais qui occupaient un lycée à Paris. Ce sont des clandestins, qui occupent un bâtiment, et malgré cela on réquisitionne pour eux une maison de retraite et on les y loge. Car ce sont des « migrants » qu'on doit accueillir, il est évident que s'il s'agit de « clandestins délinquants » on les renverrait.

Le mot « réfugié » est également très utilisé. Contrairement à de nombreux réfugiés de l'Histoire, comme par exemple les réfugiés français lors de l'occupation allemande, ou les réfugiés allemands lors de l'occupation soviétique, où ils étaient une majorité de personnes âgées, de femmes et d'enfants, ce sont dans le cas présent des hommes jeunes à 80%. Pourtant, les médias montrent systématiquement des images avec enfants... Jean-Yves LE GALLOU qualifie cela de mensonge : des hommes jeunes qui entrent sans être désirés, en toute illégalité, cela s'appelle des « envahisseurs » et rien d'autre.

Et de raccorder cela au vocabulaire interdit par la novlangue, comme le *Grand Remplacement* de Renaud CAMUS. Ce *Grand Remplacement* se voit, mais se mesure également. Par exemple, en 2014, 36% des enfants français (65% pour la région parisienne) ont été dépistés à la drépanocytose...maladie que l'on ne dépiste que chez les enfants ayant une ascendance africaine connue. Ce changement est également en terme de culture : expansion du voile

islamique, de l'abattage halal, bien au-delà d'ailleurs du besoin de la population musulmane. Le modèle s'étend et s'impose donc à tout le monde.

Le conférencier prend alors d'autres exemples. Il rappelle l'affaire Nadine Morano sur la race blanche, nous rappelant qu'on ne peut plus dire aucune évidence : oui la France actuelle est composée en majorité de personnes de race blanche, c'est un fait, pourquoi ne peut-on pas simplement le dire ? Pour Jean-Yves LE GALLOU, il est donc urgent de se réapproprier le vocabulaire, celui qui rend compte de la réalité.

Deuxièmement, il faut **se garder des illusions**. Par exemple, celle de l'assimilation. C'est un discours que l'on pouvait peut être encore tenir il y a 30 ans. L'assimilation est une évidence pour les populations européennes, il en est tout autre pour les populations africaines ou moyen-orientales. Pour elles, elle n'est possible que pour des individus, « *et on en connaît tous* », dit-il, mais pas pour des groupes entiers qui se re-communautarisent.

Et de prendre l'exemple des visas biométriques, une « *illusion technique* » : pour que ce système soit efficace, il faudrait passer tous les voyageurs au scanner. Techniquement impossible. Seule solution : le cantonner à des populations à risque. Or la majorité des clandestins étant actuellement d'origine africaine (Afrique sub-saharienne), il faudrait intensifier les contrôles sur les personnes de couleur noire... Impensable pour les raisons que vous connaissez, dit Jean-Yves LE GALLOU.

Jean-Yves LE GALLOU assène alors : « *La solution ne passera pas par des demi-mesures* ». Le dernier ministre de l'intérieur ayant un peu agi, c'était Claude GUEANT, qui a réduit le nombre d'entrées légales de 200.000 à 180.000 (-10%), c'est-à-dire le maximum possible de ce que la loi permet. Le conférencier estime qu'il n'y a **aucune solution dans le contexte politico-juridique actuel**, car nous avons été **victimes d'un triple coup d'état** :

- mental : c'est la négation de notre identité. Rien n'est possible, parce que nous sommes COUPABLES : colonisation, esclavage, shoah. Nous avons continuellement honte de notre histoire. On retire le latin, on introduit l'arabe à l'école...

- judiciaire : les juges interprètent les textes généraux dans le sens politiquement correct. Par exemple, la convention européenne des droits de l'homme prévoit le droit à une vie familiale « normale ». Par décision du Conseil d'Etat français, cela a été interprété de façon jurisprudentielle afin de permettre le regroupement familial des populations immigrées.

Par ailleurs, Jean-Yves LE GALLOU dénonce le rôle tout puissant du Conseil Constitutionnel qui peut tout censurer, ainsi que la Commission Européenne des Droits de l'Homme. La loi Pleven est interprétée de manière extensive, et non restrictive comme elle devrait l'être. Et de citer les exemples de Zemmour (propos sur les prisons) et de Jean ROUCAS, tout deux condamnés ou gardés à vue...

- médiatique : ils ont défini quel vocabulaire à utiliser. Des réunions à l'AFP ont été tenues pour choisir le vocabulaire concernant la crise dite des migrants. Le coup d'Etat médiatique fonctionne ainsi : 1- le choix des mots 2-la définition d'une stratégie 3-la diffusion en boucle

Pour conclure, Jean-Yves LE GALLOU explique que pour pouvoir s'en sortir, il nous faut d'une part nous réapproprier notre longue histoire, et d'autre part nous réapproprier notre souveraineté : la suprématie du droit national et la préférence de civilisation doit être rétablie sur le droit européen et international. Cela peut être assez simple pour le conférencier : il suffit d'une grande loi de rétablissement de l'identité nationale et de l'identité civilisationnelle par voie référendaire. Enfin, il nous faut rétablir la diversité des points de vue dans les médias, afin que ceux qui pensent comme nous puissent également disposer des aides publiques à la presse

écrite, et/ou bénéficiaire de fréquences radio/TV (ex de *Radio Courtoisie* qui ne peut émettre sur l'ensemble du territoire). Et de citer comme exemple la pluralité supérieure aujourd'hui dans les médias russes que dans les médias français. Il conviendrait d'abord de supprimer les 2,5 milliards d'aides publiques à la presse écrite, et ensuite d'élire les membres du CSA à la proportionnelle pour obtenir une diversité des médias, sans laquelle rien ne sera possible.

Pour Jean-Yves LE GALLOU, il n'y aura aucune solution technique. Les seules solutions sont la reconquête de notre imaginaire, de notre fierté historique, de notre souveraineté, et de la liberté d'informer. Et tout cela ne se fera pas facilement. Et de citer pour conclure Hubert VEDRINE, responsable du Parti Socialiste, ancien Ministre des Affaires Etrangères, à propos de la crise des migrants : « *Un jour ou l'autre, le recours à la force sera inéluctable* ».

## Questions

- limogeage de Nadine MORANO : « *Ce n'est pas normal, mais ce n'est pas surprenant. Les Républicains vivent sous la dictature médiatique. Elle a été courageuse car n'a pas plié, et c'est tout à son honneur* ».

- indépendance de la justice : « *Non seulement l'appareil d'Etat ne protège pas les français, mais il les persécute* ». Et de prendre les deux exemples comparables mais traités différemment : l'affaire des ROMS qui ont bloqué une autoroute durant 24h aucune poursuite judiciaire d'un côté, et les identitaires qui ont occupé un bâtiment pour se faire entendre et ont, eux, été poursuivis.

- conditions du changement : un changement complet ne sera possible que par une mobilisation progressive de ceux qui pensent autrement. Nous devons nous affirmer, mener des actions locales dès que besoin. Une solution présidentielle, fusse-t-elle providentielle, ne suffira pas à régler le problème. Néanmoins, reconnaissons que les partis qui se dressent contre l'invasion migratoire gagnent du terrain en Europe : Suisse, Autriche,... Cette réaction s'explique par la visibilité désormais très importante des communautés issues de l'immigration.